

On pensait naïvement que l'enquête à quatre mains publiée en 2007 par Fabrice Nicolino et François Veillerette : « Pesticides. Révélations sur un scandale français » avait atteint son but : faire comprendre qu'il fallait cesser de nuire à notre environnement et, directement ou par ricochet, à nous-mêmes et nos enfants venus et à venir. On avait compris que le travail effectué pour décortiquer le ou, plutôt, les scandales servait de guide pour rebrousser chemin, modifier les pratiques et, surtout, rendait possible une « séparation des pouvoirs » entre ceux qui répandent les « phytosanitaires » et ceux qui les « contrôlent », afin de mieux protéger nous tous qui en « bénéficions » sans même le savoir.

L'argument principal des fabricants de pesticides reprend celui qui a permis la prolongation de l'amiante : un usage « raisonné » est possible en agriculture. L'agriculture « raisonnée » créée en 1993 par le lobby des pesticides, même étendue à tous les exploitants, ce qui est loin d'être le cas, ne diminuera qu'à la marge les déversements de poisons. Alors que la volonté affichée est de les réduire de moitié.

L'amiante, pourtant porteuse d'un cancer spécifique, a bénéficié de cet argument fallacieux jusqu'en 1997. Les pesticides n'ont pas cette caractéristique : preuve avancée pour les disculper tous, pour nier en bloc l'augmentation spectaculaire des cancers, des malformations chez les enfants, de toutes les atteintes à notre environnement. C'est ainsi que l'on transforme le Gaucho, le Régent et autres Cruiser en martyrs de la persécution écologique. Les abeilles sont exposées à tant d'adversaires qu'on ne saurait tenir pour responsable un unique produit phytosanitaire.

Quand il n'y aura plus d'abeilles, que mangera-t-on ? Défendre le Gaucho et ses collègues de cette façon, c'est reconnaître que les marchands de pesticides inondent notre planète des produits les plus variés, tous plus ou moins cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques.

Prétendre que les produits phytosanitaires –destinés à « soigner » les plantes– bénéficient d'une autorisation semblable à celle des médicaments pour humains, est le dernier argument trompeur déversé dans nos oreilles. Cette proposition a été écartée du règlement européen REACH, qui vise à mieux contrôler l'usage, et la connaissance, des pesticides.